

Confluences 87

ALTERNATIVE DEMOCRATIE SOCIALISME

N° spécial Elections européennes du 7 juin 2009

EUROPEENNES : LE 7 JUIN AVEC LE FRONT DE GAUCHE

**Unis
dans
les
urnes**



comme dans les rues

**FRONT
DE GAUCHE**
Pour changer d'Europe

Meeting régional le 26 mai à Limoges

à 20 h salle Jean Moulin

avec Marie-France Beaufiles, Patrick Charles,

André Chassaigne, Eric Coquerel et Christian Picquet



Au centre, Marie-France Beaufiles (PCF), entourée de Patrick Charles (ADS) et Patricia Guilhot (PG), têtes de liste du Front de Gauche pour la circonscription Massif Central - Centre.

D'une actualité encore plus brûlante !

La gauche, quelles valeurs... et pour quel(s) avenir(s)... Tel était le thème prémonitoire de la riche table ronde que nous avons organisée avec succès le 18 octobre à Limoges.

Sept mois se sont écoulés. La crise s'est amplifiée avec son cortège de fermetures d'entreprises, de licenciements, plus de 3 millions de chômeurs... Et des ripostes qui mûrissent, s'organisent. Sur le plan syndical, déclaration commune de propositions et revendications des 8 principales organisations le 5 janvier appelant à une journée de grève et de manifestations le 29 janvier. Ce fut un succès réédité encore plus fort le 19 mars, suivi d'un magnifique 1^{er} mai unitaire pour la première fois depuis 1947. Sur le plan politique, création de la Fédération pour une alternative sociale et écologique, création du Front de Gauche entre le PCF, le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélançon et la Gauche Unitaire de Christian Picquet.

Oui, la question d'une alternative au système capitaliste est vraiment d'actualité ! Pas seulement en France. De partout montent des aspirations à sortir du gouffre dans lequel les tenants du "néo-libéralisme" nous entraînent.

Le 7 juin, nous pouvons nous faire entendre haut et fort. Retrouvons les manches pour convaincre, rassembler et faire fructifier dans les urnes la mobilisation de la rue.

Patrick Charles

SOMMAIRE

p 2 LES ELECTIONS EUROPEENNES

p 3 REPERES SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE

p 4 LA REFORME DES COLLECTIVITES LOCALES

EN BREF

Les élections de 2009 sont les septièmes élections européennes au suffrage universel direct.

Suivant les dispositions du traité de Nice, elles doivent permettre l'élection de 736 députés européens, représentant plus de 500 millions d'habitants et environ 375 millions d'électeurs dans les 27 États membres de l'Union. Il s'agit des plus grandes élections transnationales jamais organisées.

La Bulgarie et la Roumanie y participent pour la première fois en même temps que les autres États membres.

8 circonscriptions en France

Les élections auront donc lieu le 7 juin et le scrutin sera ouvert de 8 h à 18 h. Les 8 circonscriptions sont les suivantes :

- **Nord-Ouest** : régions Basse-Normandie, Haute-Normandie, Nord-Pas-de-Calais et Picardie.
- **Ouest** : régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes.
- **Est** : régions Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Lorraine et Franche-Comté.
- **Sud-Ouest** : régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées.
- **Sud-Est** : régions Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes.
- **Massif Central-Centre** : régions Auvergne, Limousin et Centre.
- **Île-de-France** comprend la seule région Île-de-France.
- **La circonscription Outre-mer** regroupe les différents départements, territoires et collectivités répartis en trois sections distinctes.

Le calendrier

Les élections se déroulent dans toute l'Union européenne du 4 au 7 juin :

- jeudi 4 juin : Pays-Bas, Royaume-Uni ;
- vendredi 5 juin : Irlande, République tchèque (1^{er} jour) ;
- samedi 6 juin : Chypre, France (outre-mer, en partie), Italie (1^{er} jour), Lettonie, Malte, République tchèque (2^e jour), Slovaquie ;
- dimanche 7 juin : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie (2^e jour), Lituanie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Slovaquie.

Les résultats des vingt-sept États membres ne seront dévoilés que le soir du dimanche 7 juin, après 22 heures.

Coopération sociale, culturelle, écologique, services publics élargis,...

Changeons d'Europe

On pourra longtemps regretter que ces élections européennes n'aient pas été l'occasion de constituer un large front des forces anti-bérales, qui, à peu de différences près, partagent la vision d'une autre Europe.

Une Europe qui puisse subvenir à une série de besoins sociaux, assurer le plein emploi, la réduction des inégalités ou encore un développement respectueux de l'environnement. Une Europe dans laquelle les peuples puissent exprimer leur solidarité et mettre en place ensemble un nouvel ordre économique et politique. Le NPA, issu de la LCR, a préféré jouer "cavalier seul". Les appels de la Fédération pour une alternative sociale et écologique n'ont pas été suffisamment entendus...

Mais les regrets ne font guère avancer les choses... Nous sommes partisans depuis longtemps d'une force politique nouvelle à gauche qui rende crédible et possible une alternative durable

La campagne, par internet aussi !

Beaucoup d'entre vous disposent sans doute d'un ordinateur et d'une connexion internet. C'est devenu un bon outil pour mener campagne depuis chez vous auprès de vos amis. Sur notre site (<http://adsblog.unblog.fr>) comme sur celui du Front de Gauche (www.frontdegauche.eu), vous pouvez jouer du "copier/coller" et leur adresser par courriel articles, citations, arguments pour les inviter à voter partout Front de Gauche !

au capitalisme. Ce combat est plus que jamais d'actualité. Nous ne voulons pas d'une bipolarisation conduisant à une "alternance molle"...

Aussi, le débat et l'action politiques ne souffrent dans le contexte actuel ni l'absence ni le silence. C'est ce qui a finalement guidé notre choix pour ces élections européennes : appeler à voter pour les listes du Front de Gauche et y participer.

Ce Front rassemble le PCF, le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélançon et la Gauche Unitaire de Christian Picquet qui ne s'est pas résolu à la stratégie suivie par le NPA. Sur les listes figurent également d'autres acteurs du mouvement social.

L'Histoire ne repasse pas deux fois le même plat, dit-on... Être unitaire implique parfois de l'être pour deux... ou plus ! Changer d'Europe comme changer en France ? C'est l'urgence.

Dominique Favier

Présidents du Comité de soutien Front de Gauche en Hte-Vienne :

Pierre Allard, maire de Saint-Junien, vice-président du conseil général
Joël Ratier, maire de St-Martin-de-Jussac, vice-président du conseil régional
et Eric Chalifour, maire-adjoint de Nieul

Premiers signataires (CM : conseiller municipal, MA : maire adjoint, CG : conseiller général)

Marcel ALLAFORT, CG de 1976-2008
Jean-Luc ALLARD, CM de Rochechouart
Josette BALANCHE, CM Limoges
Guy BAUDRIER, CG d'Oradour-sur-Vayres
Bernard BEAUBREUIL, MA St-Junien
Michel BOIS, anc. maire de St-Sulpice-Laurière
Francis BOLUDA, MA Panazol
Jean-Claude BOUCHERON, MA Oradour-sur-Vayres
Marcel BOURGERIE, MA Rilhac-Rancon
Emmanuel BRIEND, Saint-Junien
Louis BRUNET, MA Rochechouart
Madeleine BUISSON, MA de 1990 à 2008 St-Junien
Annick CHADOIN, CM Rilhac-Rancon
Pierre CHARDON, CM Rilhac-Rancon
Jean-Marie CHALIFOUR, anc. MA de Pierre-Buffière
René CHARLES, maire de Saillat
Stéphane CHE, CM Ambazac
Claudine COUTET, MA à St-Junien
Isabelle COUTURIER, CM Bessines/Gartempe
Eliane CROCI, CM Rochechouart
Annie DARDILHAC, maire de Javerdat
Francis DAULIAC, CM Limoges
Françoise DECAN, conseillère régionale
André DEMERY, Saint-Junien
J.-G. DIDIERRE, maire de la Croisille-sur-Briance
J.-P. DRIEUX, maire d'Arnac-la-Poste, vice-Pdt CG
Jean-Claude DUPUY, adjoint au maire à St-Yrieix
Lucien DUSSOCHAUD, Saint-Junien
Bernard EBENSTEIN, MA Limoges
Gilles EDME, CM de Bessines
Jean-Aimé ELIE, MA de Glandon
Pierre FAUCON, employé de presse
Annie FAUGEROUX, adjointe au maire à St-Junien
Dominique FAVIER, militant associatif
Jean-Claude FAUVET, CG de Magnac-Laval
Jean-François FEUNTEUN, CM Vayres
Michel FOURGEAUD, vice-pdt du conseil régional
Hugues FOUBERT, vice Pdt Limoges Métropole
Ghislaine GASTALDIN, CM Limoges
Jean-Jacques GENDILLOU, maire de Thouron
Claude et Danièle GOBEAUX, militants associatifs

Jacques JOUVE, député de 1978 à 1981
Jacqueline KACZYNSKI, Inspectrice des Impôts retraitée, syndicaliste
Bernard LABES, syndicaliste
Thierry LAFARGE, CG de Châteauneuf-la-Forêt
Jean-Paul LAMOURE, photographe
Camille LARCHER, Nexon
Laurent LAVEFVE, enseignant
Paloma LEON, enseignante
Jacqueline LHOMME-LEOMENT, conseillère régionale
Josette LIBERT, MA Ambazac
Ludovic MARTIN, CM Le Palais
Nancette MAZIERE, CG de Nieul
Serge MAZIERE, MA à Saint-Junien
Marc MONTAUDON, maire Châteauneuf-la-Forêt
Laurent MORNON, CM Razes
Jean-Pierre NORMAND, Principal de collège
Michel PAQUET, CM Bujaleuf
Claude PAULIAT, CG de St-Mathieu
Gérard PELAUDEIX, syndicaliste
Guy PERLIER, syndicaliste - enseignant/chercheur
Claude PEYRONNET, maire adjoint de Bellac
Michel PONCHUT, CG d'Eymoutiers
Jean-Pierre POUmeroULY, militant associatif
René POUmeroULY, syndicaliste
Christiane RAFFY, CM Limoges
Didier RATEAU, maire de Peyrilhac
Marcel RIGOUT, ancien ministre, député honoraire
Christian REIGUE, CM Saint-Julien-le-Petit
André RIFFAUT, syndicaliste
Danièle RIVET, retraitée de l'enseignement
Gérard ROME, syndicaliste
Jean ROUBINET, MA Rochechouart
Philippe SACQUARD, CM Ambazac
Roger SOUTEYRAND, chef d'entreprise Eymoutiers
Mireille TESSIER, MA Rilhac-Rancon
Christian TRENTALAUD, CG de Laurière
Hélène TRICARD, MA Rochechouart
Yvan TRICART, CM du Palais
Sylvie TUYERAS, maire de Saint-Brice
Jean-Philippe VEYTILOU, enseignant
Gérard WERMELINGER, syndicaliste

Ils ont dit...

Il n'est pas inutile, parfois, de relire les déclarations des hommes politiques... Ainsi, à propos des différences entre le projet de Traité constitutionnel rejeté par les électeurs français comme irlandais et le Traité de Lisbonne, on en apprend de bien belles...

- **Angela Merkel**, Chancelière allemande, The Daily Telegraph, 29 juin 2007 : «La substance de la Constitution est maintenue. C'est un fait.»

- **Jose Luis Zapatero**, Premier ministre espagnol, 27 juin 2007 : « Nous n'avons pas abandonné un seul point essentiel de la Constitution (...) C'est sans aucun doute bien plus qu'un traité. C'est un projet de caractère fondateur, un traité pour une nouvelle Europe.»

- **Vaclav Klaus**, Président de la République tchèque, The Guardian, 13 juin 2007 : «Seuls des changements cosmétiques ont été opérés et le document de base reste le même.»

- **Karel de Gucht**, ministre belge des affaires étrangères : «Le but du Traité constitutionnel était d'être plus lisible (...) Le but de ce traité est d'être illisible (...) La constitution voulait être claire alors que ce traité devait être obscur. C'est un succès.»

- **Valéry Giscard d'Estaing**, devant la commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen, 17 juillet 2007 : «En termes de contenu, les propositions demeurent largement inchangées, elles sont juste présentées de façon différente. La raison de

ceci est que le nouveau texte ne devait pas trop ressembler au traité constitutionnel. Les gouvernements européens se sont ainsi mis d'accord sur des changements cosmétiques à la Constitution pour qu'elle soit plus facile à avaler.»

- **V. Giscard d'Estaing**, Le Monde, 27 octobre 2007 : «Si l'on en vient maintenant au contenu, le résultat est que les propositions institutionnelles - les seules qui comptaient pour les conventionnels - se retrouvent intégralement dans le traité de Lisbonne, mais dans un ordre différent, et insérés dans les traités antérieurs (...). Ainsi l'expression "concurrence libre et non faussée", qui figurait à l'article 2 du projet, est retirée à la demande du président Sarkozy, mais elle est reprise, à la requête des Britanniques, dans un protocole annexé au traité qui stipule que "le marché intérieur, tel qu'il est défini à l'article 3 du traité, comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée" (...) Quel est l'intérêt de cette subtile manoeuvre? D'abord et avant tout d'échapper à la contrainte du recours au référendum, grâce à la dispersion des articles, et au renoncement au vocabulaire constitutionnel.»

- Et un petit dernier pour la route... **François Bayrou**, 1^{er} avril 2005 : "En vérité je vous le dit : si le NON l'emporte, il pleuvra plus de quarante jours." Promu par certains premier opposant à Sarkozy, le patron du Modem a le sens de la "nuance"...

HOTE DE L'ELYSEE DEPUIS DEUX ANS

Il a dit...

Pour Nicolas Sarkozy également, il est intéressant de rappeler quelques uns de ses propos à l'occasion du deuxième anniversaire de son élection...

- **Décembre 2007, Vandoeuvre-lès-Nancy** : "Le développement du crédit hypothécaire (...) est pour moi une priorité absolue."

- **20 décembre 2007 au Palais du Latran à Rome** : "Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé."

- **26 juillet 2007 à Dakar, au Sénégal** : "Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain, qui, depuis des millénaires, vit avec les saisons... ne connaît que l'éternel recommencement du temps... Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour le progrès."

- **8 janvier 2008, conférence de presse à l'Élysée** : "L'authenticité se lit sur mon visage. Je ne triche pas. Je ne truque pas."

"S'agissant d'ailleurs du pouvoir d'achat, qu'est-ce que vous attendez de moi, que je vide des caisses qui sont déjà vides, ou que je donne des ordres à des entreprises à qui je n'ai pas à donner d'ordres ?"

- **4 février 2008, devant les salariés d'Arcelor Mittal à Gongrange (Moselle)** : "L'Etat est prêt à prendre en charge tout ou partie des investissements nécessaires, quelque soit le propriétaire, car notre objectif c'est de garder des usines ouvertes en France. Je reviendrai dans l'usine pour annoncer la solution qu'on aura trouvée."

- **5 juillet 2008, à la Mutualité, devant le conseil national de l'UMP et en présence du président de la Commission européenne, José Manuel Baroso** : "Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit."

- **6 mai 2009 à Nîmes** : "Si le G20 s'est réuni à Washington, puis à Londres, c'est parce que la France l'a demandé". Le chef de l'État a également fait valoir son action, citant notamment le "bouclier fiscal"...

26 MAI ET 13 JUIN

L'intersyndicale a maintenu son unité et amorce une nouvelle phase avec deux journées de mobilisation le mardi 26 mai (manifestations, arrêts de travail, délégations,...) et le samedi 13 juin (journée nationale de manifestations). Elle a en outre décidé, sur la base de la plateforme commune du 5 janvier, de préciser ses propositions concernant le pouvoir d'achat et le SMIC, les jeunes, les heures supplémentaires. Propositions pour lesquelles elle demande des réponses précises dans les plus brefs délais de la part du gouvernement.

CHOMAGE

Le chômage frôlera l'an prochain la barre des 11 % en France comme dans le reste de l'UE, a estimé la Commission européenne en taillant une fois de plus dans ses prévisions de croissance pour 2009 et 2010. On devrait compter à la fin de l'année prochaine 26,3 millions de chômeurs (contre 16,9 millions en 2007).

Pour la France, depuis janvier, le nombre d'inscrits au Pôle Emploi a augmenté de près de 250 000. L'effectif total des demandeurs d'emploi s'établit ainsi à 2 448 200 fin mars. Sur un an, la hausse est de 22,1 %. Encore faut-il préciser que ces statistiques ne reflètent qu'une partie du chômage. Le total des chômeurs des catégories A, B et C approche ainsi les 3,5 millions !

TRAVAIL DU DIMANCHE

Hortefeux, boutefeux... En effet, nouvelle provocation du gouvernement : le Parlement devrait légiférer d'ici l'été sur l'extension de l'ouverture dominicale des magasins. Côté grandes enseignes, on se frotte les mains.

LOI BACHELOT

Mélange rare le 28 avril dans les rues de Paris et de plusieurs villes de France : infirmiers, aides-soignantes, chefs de service hospitaliers, grands pontes de la médecine, ensemble pour défendre l'hôpital public, la qualité et l'égalité de l'accès aux soins, contre le projet Bachelot d'hôpital-entreprise. Ce projet vient d'entrer en discussion au Sénat.

La démocratie locale en danger

Après avoir révisé la constitution pour renforcer ses pouvoirs et ceux de son camp, muselé les médias à son profit, supprimé chaque année des dizaines de milliers d'emplois publics, Nicolas Sarkozy veut désormais s'en prendre aux collectivités locales.

Le «comité Balladur» chargé de préparer la réforme a remis son rapport en mars dernier. Il prévoyait notamment :

- de regrouper et de réduire le nombre des régions (de 22 à 15) et des départements (sur la base du volontariat) ;
- de limiter et de réglementer strictement leurs compétences ;
- de supprimer les cantons redécoupés en «circonscriptions» ou «arrondissements» plus étendus ;
- de remplacer les conseillers régionaux et généraux par des «conseillers départementaux» élus à partir de 2014 sur une même liste pour les deux collectivités, une partie d'entre eux (haut de liste) siégeant à la fois à la Région et au Département, les autres uniquement à l'assemblée départementale ;
- leur nombre, comme celui des élus municipaux et des intercommunalités, serait réduit de l'ordre de 30 %. Le système électoral mis en place favoriserait, cela va de soi, les formations principales ;
- les onze premières agglomérations françaises seraient érigées en «métropoles» dotées de la «clause de compétence générale» ainsi que de compétences départementales (action sociale, collèges...);
- d'ici 2014 la carte de l'inter-

communalité serait achevée. L'élection des membres des structures intercommunales se ferait au suffrage universel en même temps que celle des conseillers municipaux, au scrutin de liste étendu à toutes les communes (fin du panachage) et selon un système de fléchage, les candidats destinés à siéger dans la structure intercommunale étant pré-identifiés...

- autres dispositions : une prétendue clarification des compétences entre les collectivités et avec l'Etat ainsi qu'une réforme de la fiscalité locale et une première annonce contestée : la suppression de la taxe professionnelle.

C'est pourquoi nous avons fait adopter par le Conseil général le 20 février une motion pour le maintien avec transformation de la Taxe Professionnelle (50 % des recettes fiscales des collectivités locales), seul impôt qui établit un lien direct entre l'entreprise, son lieu d'implantation, les infrastructures, les investissements, les services réalisés par ou avec la participation des collectivités au bénéfice des entreprises et de leurs salariés.

Big bang

Le terme de «big bang» territorial a été employé. Cette réforme mettrait singulièrement à mal la démocratie de proximité

avec des communes vidées de pouvoir et des départements dépouillés de compétences et de territoires d'intervention. Elle s'accompagnerait sans aucun doute de nombreuses suppressions d'emplois.

Nous sommes bien décidés à combattre ces projets destructeurs. La démocratisation des institutions locales, loin d'être achevée, doit s'approfondir encore.

A la hussarde ?

Une telle réforme ne peut être menée ni à la légère ni à la hussarde. Le développement et le rééquilibrage des territoires sont un autre impératif tout comme la nécessité d'assurer aux collectivités locales des ressources sûres et évolutives.

Sur le plan institutionnel, Monsieur Sarkozy n'affirmait-t-il pas récemment devant les maires de France qu'il ne toucherait pas aux communes ? Fera-t-il demain le contraire de ce qu'il disait hier ?

Le pouvoir sans partage qu'il veut exercer exige une France en coupe réglée. Un prochain «big bang» électoral à son détriment ne manquerait pas de l'amener à plus de raison. Chiche !

Jean-Claude FAUVET

Conseiller général
de Magnac-Laval, Président
du groupe communiste-ADS